

Lors de ce Conseil d'Administration, nous avons interrogé Issa El Shatleh, un partenaire palestinien de longue date de l'AFPS Alsace sur la situation actuelle en Palestine.

*Avant de tenter de résumer l'intervention d'Issa (avec son accord sur le résumé ci-dessous), il faut préciser qu'Issa est un Palestinien, qui vit et n'envisage son avenir pour lui et ses enfants qu'en Palestine.*

*S'il n'intervient qu'en son nom, il a l'immense avantage d'être un militant actif sur le terrain en Palestine. Son témoignage n'a certainement pas la prétention d'être « universel » ou de « représenter » tel ou tel secteur de la société (« jeunesse », « femmes », « salariés », « paysans », « résistants », « réfugiés », « prisonniers », « citoyens non juifs de l'Etat d'Israël »...etc dont se targuent tellement de commentateurs extérieurs journalistes, militants, politologues, qui prétendent parler en leurs noms).*

*Son témoignage est une expression simple et expérimentée d'un citoyen palestinien qui vit et résiste avec ses concitoyens dans son pays, la Palestine....aujourd'hui sous occupation.*

On passera rapidement sur son évocation de la situation dramatique des habitants d'Humsa Al Bqai'a, ce village palestinien de la vallée du Jourdain qui vient d'être détruit par l'armée d'occupation. Nous avons tous été saisis par son émotion face au drame de ces dizaines de familles et des quelques 50 enfants concernés.

[L'AFPS Alsace a décidé de participer à la reconstitution des stocks alimentaires d'hiver destinés au bétail de ces familles agricoles aujourd'hui hébergées sur place dans des abris précaires.](#)



**Question : Qu'est-ce que l'annonce du plan d'annexion a changé pour les Palestiniens qui vivent sous occupation en Cisjordanie ?**

Ce plan d'annexion s'applique à des zones déjà annexées de fait (vallée du Jourdain, et les colonies implantées sur l'ensemble du territoire). L'occupation se poursuit, la colonisation s'intensifie, la destruction des maisons palestiniennes continue.

La construction du mur se poursuit notamment dans deux zones stratégiques pour les Israéliens :

- dans le « couloir de Salfit » (au nord-ouest de Ramallah, au sud de Naplouse) Israël veut relier Tel Aviv à la Vallée du Jourdain en s'appuyant sur l'énorme colonie d'Ariel et construire de nouvelles infrastructures routières qui sépareront le Nord de la Cis Jordanie du reste du pays,
- au sud-est de Jérusalem, dans le secteur de Bethléem/Beit Jala / Battir / Wadi Fukin, Israël envisage de creuser un deuxième tunnel pour relier les colonies du Gush Etzion, Neve Daniel et Efrat à Jérusalem.

Dans Jérusalem Est occupée la colonisation s'intensifie.

Quant au zonage A, B et C, il n'a plus aucune signification depuis 2004. L'armée israélienne d'occupation intervient selon ses besoins partout... en Cis Jordanie comme à Gaza. Le zonage n'a qu'une existence administrative, notamment et surtout en ce qui concerne la délivrance des permis de construire.

Je précise, à toutes fins utiles, que toutes les ressources naturelles de la Palestine se trouvent en zone C et l'occupation de nos terres nous empêche d'y accéder.

**Question : Y a-t-il une résistance organisée de la société civile palestinienne face à l'occupation ?**

La société civile palestinienne traverse une période très difficile liée aux effets de l'occupation (répression, emprisonnements, spoliations, démolitions...). Il y a beaucoup d'associations, de solidarité... mais les actions de résistance organisée sont très difficiles à organiser surtout dans un contexte où la communauté internationale accorde une impunité totale à Israël et ses troupes d'occupation.

Mais les palestiniens qui vivent en Palestine et qui souhaitent très majoritairement y rester sont résistants par nature, au quotidien, par le seul fait de vouloir rester.



**Question : La France refuse de reconnaître l'Etat palestinien et exige le retour des palestiniens à la table des négociations.**

Les Palestiniens, l'OLP et l'Autorité Palestinienne ont toujours demandé l'ouverture de négociations pour une paix juste et durable. Mais pour que ces négociations soient sincères il ya des principes non négociables :

- Les négociations ne peuvent pas être menées par les USA mais doivent se dérouler dans le cadre multilatéral de l'ONU.
- Les frontières de l'Etat palestinien et de l'Etat d'Israël sont intangibles : c'est la ligne verte de 1948.
- Jérusalem Est est la capitale de l'Etat palestinien.

Ces préalables ne sont pas fixés par les Palestiniens : ce sont les paramètres de l'ONU. Paramètres bafoués par l'Etat d'Israël depuis sa création.

**Question : il y a des rumeurs d'organisation d'élections législatives et présidentielles en Palestine. Quelles perspectives ?**

Oui. Ces rumeurs existent... mais jusqu'à présent rien de concret n'est organisé... Comment voulez-vous que des élections libres puissent avoir lieu alors que le pays est occupé ?

Aujourd'hui il y a une « répartition des rôles » : le Fatah en Cis Jordanie, le Hamas à Gaza. Les tensions entre les deux se sont apaisées.

Pour le moment, au vu de la situation politique intérieure, l'organisation d'élections, quelles qu'elles soient, reste une rumeur qui s'adresse aux pays occidentaux. De toute façon, en cas d'élections, des observateurs internationaux seraient la condition de leur bon déroulement.

MarwanBARGHOUTI est-il une perspective ?... S'il était libéré aujourd'hui il aurait certainement une grande influence.... Mais il est condamné à vie, même à plusieurs vies, et sa libération pour la raison qui vient d'être évoquée n'est pas à l'ordre du jour... pour personne...y compris pour certaines personnes du Fatah.

**Question : entre coopération sécuritaire et collaboration, l'Autorité Palestinienne, devenue un obstacle à la résistance,devrait-elle être dissoute ?**

Il y a une « coopération sécuritaire » entre l'autorité palestinienne et les troupes d'occupation, dans les conditions imposées par l'occupant... Actuellement cette coopération sécuritaire a été officiellement interrompue.

Mais il n'est pas exact, ou pertinent de parler de « collaboration » dans le sens politique d'une coopération active avec un occupant ennemi. L'Autorité Palestinienne ne participe pas à la colonisation, aux spoliations, aux destructions de maisons, aux déplacements forcés de Palestiniens, à la construction du mur, des checkpoints qui restreignent fortement la liberté de circulation, au maintien des réfugiés dans les camps...etc.

Il ya dans la population palestinienne des « collabos ».... comme il y en a et il y en a eu dans tous les pays qui sont ou ont été occupés...

**Question : évoquer la dissolution de l'Autorité palestinienne, c'est poser la question de « un Etat ou deux Etat »...**

Moi, je ne suis pas opposé à la création d'un Etat unique où tous les citoyens seraient égaux... mais c'est une chimère...Aujourd'hui, l'Etat israélien se définit comme un Etat exclusivement juif... comment voulez-vous dans ces conditions créer un Etat unique où tous les citoyens sont égaux, alors que l'Etat d'Israël, par définition même, pratique l'apartheid ?

Nous ne nous battons pas contre les Israéliens, mais contre l'occupation ! La question de un ou deux états sera vaine tant que durera l'occupation.

Il y a deux peuples. Il est normal qu'il y ait deux Etats. Chacune des populations de ces deux Etats a sa culture.Chacune des deux populations doit maîtriser son territoire et les ressources de ce territoire.

Les forces d'occupation doivent évacuer les territoires occupés. Quand les forces d'occupation évacueront la Palestine occupée, elles laisseront tout naturellement la place à l'Etat palestinien.

Mais en même temps les frontières doivent être ouvertes pour assurer la liberté de circulation à tous dans la Palestine historique.

Deux états pour deux peuples sur un territoire, la Palestine historique, et une totale liberté de circulation pour tous.

S'il y a des choses à négocier entre les deux Etats, cette question fait partie des questions prioritaires !